



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr

# L'AGROALIMENTAIRE E : UNE FILIERE PRIORITAIRE A L'EXPORT

## Acteurs et Enjeux Sanitaires

Paris 11 Juin 2013

Marie-Odile KUNTZ

Clara PACHECO



# Plan d'action export : 7 points

1. Ouvrir les marchés
2. Promouvoir nos produits
3. Comité de pilotage Asie
4. **Formations sur les contraintes sanitaires**
5. Avancer sur la dématérialisation des procédures
6. Nomination de référents régionaux IAA
7. Promouvoir l'image de la France



# Périmètre de la formation

- Produits animaux et d'origine animale
- Animaux vivants
- Génétique animale : semence et embryons
- Génétique végétale
- Produits végétaux

**EXPORT** : envoi hors de l'Union Européenne  
(échanges intracommunautaires hors champ)

Aspects sanitaires et phytosanitaires



# Plan d'action export : 7 points

1. Ouvrir les marchés
2. Promouvoir nos produits
3. Comité de pilotage Asie
4. Formations sur les contraintes sanitaires
5. Avancer sur la dématérialisation des procédures
6. **Nomination de référents régionaux IAA**
7. Promouvoir l'image de la France





# Référents Industries agroalimentaires

Un référent par région (DRAAF ou DIRECCTE)

Groupes de travail régionaux sur différentes thématiques, dont l'export

+ un Délégué interministériel aux industries agroalimentaires et à l'agro-industrie : Alain Berger





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

## RÉFÉRENTS RÉGIONAUX POUR LES FILIÈRES INDUSTRIELLES DE L'AGROALIMENTAIRE

Régions	Nom	Prénom	Fonction	Contact mail	Téléphone
ALSACE	GALUSSAIRES	Daniel	Chef de Pôle 3E	daniel.galussaires@directe.gouv.fr	03 88 15 43 32
AQUITAINE	SERVAT	Hervé	DRAAF adjoint	herve.servat@agriculture.gouv.fr	05 56 00 42 22
ALVERGNE	JACQUEMIN	Benoît	DRAAF adjoint	benoit.jacquemin@agriculture.gouv.fr	04 73 42 14 15
BASSE-NORMANDIE	TESSIOT	Florence	DRAAF adjointe	florence.tessiot@agriculture.gouv.fr	02 31 24 97 25
BOURGOGNE	NOTTER	Isabelle	DIRECCTE	isabelle.notter@directe.gouv.fr	03 80 76 99 24
BRETAGNE	HERCOUET	Philippe	DRAAF adjoint	philippe.hercouet@agriculture.gouv.fr	02 99 28 20 20
CENTRE	PERRY	Catherine	DRAAF adjointe	catherine.perry@agriculture.gouv.fr	02 38 77 40 14
CHAMPAGNE-ARDENNE	AUSSEL	Patrick	DIRECCTE	patrick.ausset@directe.gouv.fr	03 26 69 92 65
	MAIER	Nicolas	Suppléant du chef de pôle 3E	nicolas.maier@directe.gouv.fr	03 25 71 83 47
	LOBJOIT	Yvan	DRAAF	yvan.lojioit@agriculture.gouv.fr	03 26 66 20 02
CORSE	MENU	Fabien	DRAAF adjoint	fabien.menu@agriculture.gouv.fr	04 95 51 86 86
FRANCHE COMTE	DEROUAND	Bruno	DRAAF adjoint	bruno.derouand@agriculture.gouv.fr	03 81 47 73 87
HAUTE-NORMANDIE	PERRET	Anne	DRAAF adjointe	anne.perret@agriculture.gouv.fr	02 32 18 95 40
ÎLE-DE-FRANCE	SMITH	Richard	DRAAF adjoint	richard.smith@agriculture.gouv.fr	01 41 24 17 16
LANGUEDOC-ROUSSILLON	GREGORY	Matthieu	DRAAF adjoint	matthieu.gregory@agriculture.gouv.fr	04 67 10 19 01
LIMOUSIN	FAYOLLE	Jean-Pascal	DRAAF adjoint	jean-pascal.fayolle@agriculture.gouv.fr	05 55 12 92 01
LORRAINE	DE ZELICOURT	Jean	DIRECCTE (Chef du Pôle entreprise, économie)	jean.de-zelicourt@directe.gouv.fr	03 87 85 02 26
	DESMET	Bjorn	DRAAF adjoint	bjorn.desmet@agriculture.gouv.fr	03 55 74 10 98
MIDI-PYRENEES	LION	Bruno	DRAAF adjoint	bruno.lion@agriculture.gouv.fr	05 61 10 62 36
NORD-PAS DE CALAIS	DEBERNARDI	Hélène	DRAAF adjointe	helene.debernardi@agriculture.gouv.fr	03 62 28 40 70
PACA	DE LAURENS	Patrice	DRAAF adjoint	patrice.delaurens@agriculture.gouv.fr	04 13 59 36 03
PAYS DE LA LOIRE	POUPARD	Fabienne	DRAAF adjointe	fabienne.poupard@agriculture.gouv.fr	02 72 74 70 12
PICARDIE	CHEVASSUS	Nadine	DRAAF adjointe	nadine.chevassus@agriculture.gouv.fr	03 22 33 55 13
POITOU-CHARENTES	LBBREICH	Johann	DRAAF adjoint	johann.leibreich@agriculture.gouv.fr	05 49 03 11 19
	OLLIVIER	Marlène	DIRECCTE	marlene.olivier@directe.gouv.fr	05 49 50 20 54
RHÔNE-ALPES	MARTIN	Gilles	Chef du Service d'économie agricole et de développement (DRAAF)	gilles.martin01@agriculture.gouv.fr	04 78 63 13 14
GUADELOUPE	KERMORGANT	Pol	DAAF adjoint	pol.kermorgant@agriculture.gouv.fr	05 90 99 09 21
GUYANE	CHENUT	Guillaume	DAAF adjoint	guillaume.chenut@agriculture.gouv.fr	05 94 29 63 30
MARTINIQUE	GAUTHIER	Pierre	DAAF adjoint	pierre.gauthier@agriculture.gouv.fr	05 96 71 20 99
MAYOTTE	LABORDE	Daniel	DAAF	daniel.laborde@agriculture.gouv.fr	02 69 61 89 21
RÉUNION	DEGEMANN	Olivier	DAAF adjoint	olivier.degemann@agriculture.gouv.fr	02 62 30 88 20

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr

Mise à jour : 25 janvier 201

# Plan d'action export : 7 points

1. **Ouvrir les marchés**
2. Promouvoir nos produits
3. Comité de pilotage Asie
4. Formations sur les contraintes sanitaires
5. Avancer sur la dématérialisation des procédures
6. Nomination de référents régionaux IAA
7. Promouvoir l'image de la France



## I. Principes de la négociation avec les pays tiers

Le contexte général de l'exportation vers les pays tiers

L'action contre les barrières sanitaires

## II. Mise en oeuvre

Les acteurs

Conduite de la négociation bilatérale

Conduite de la négociation communautaire





# Le Contexte général de l'exportation

L'organisation mondiale du commerce (OMC)

Siège unique : Genève (Suisse)

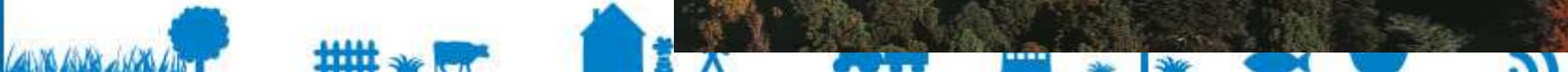
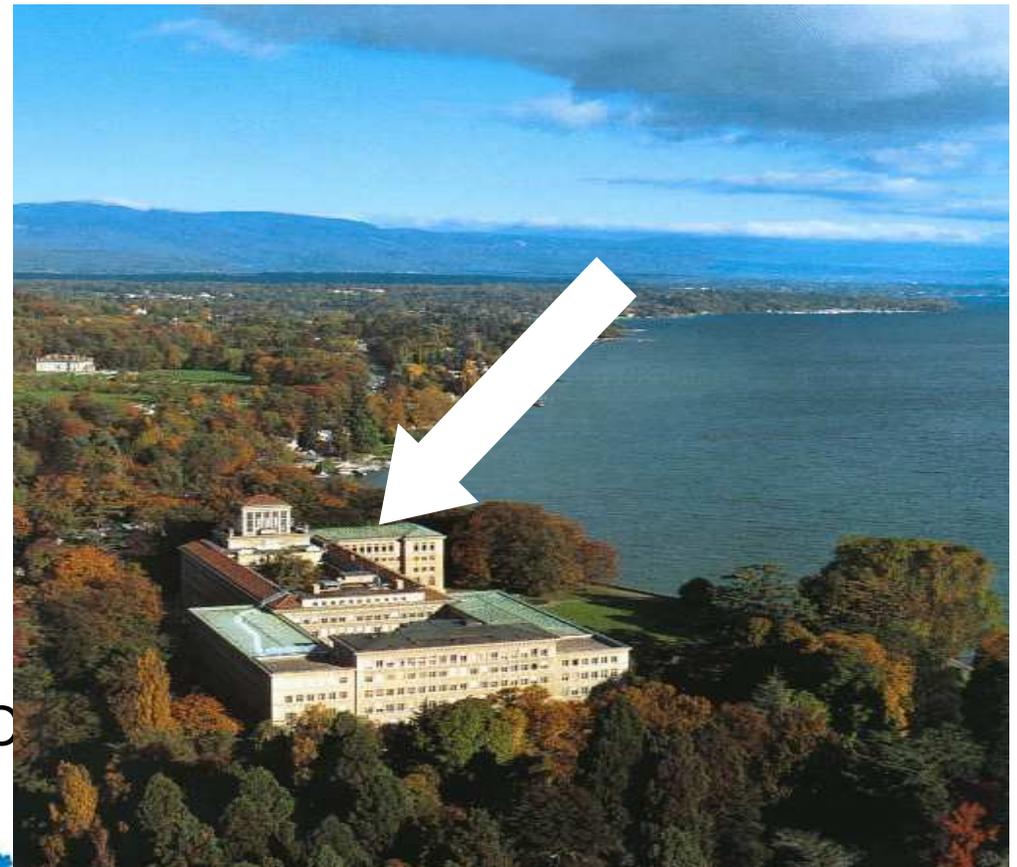
Instituée le :  
1<sup>er</sup> janvier 1995 et remplace le  
GATT (créé en 1947)

Nombre de Membres : 158

Budget : 149 millions d'euros

Effectif du Secrétariat : ~650

Directeur général : R. AZEVEDO  
(à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2013)

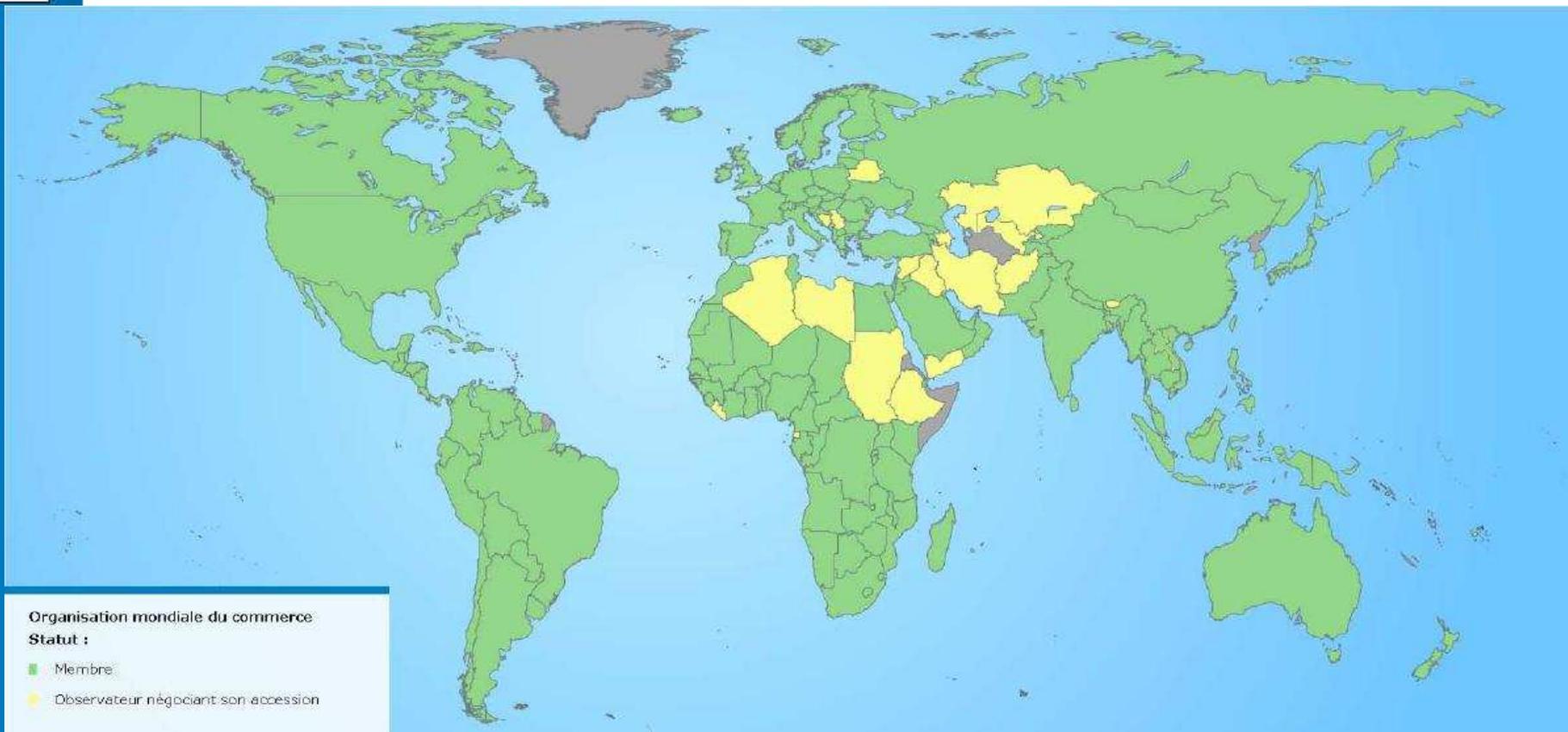




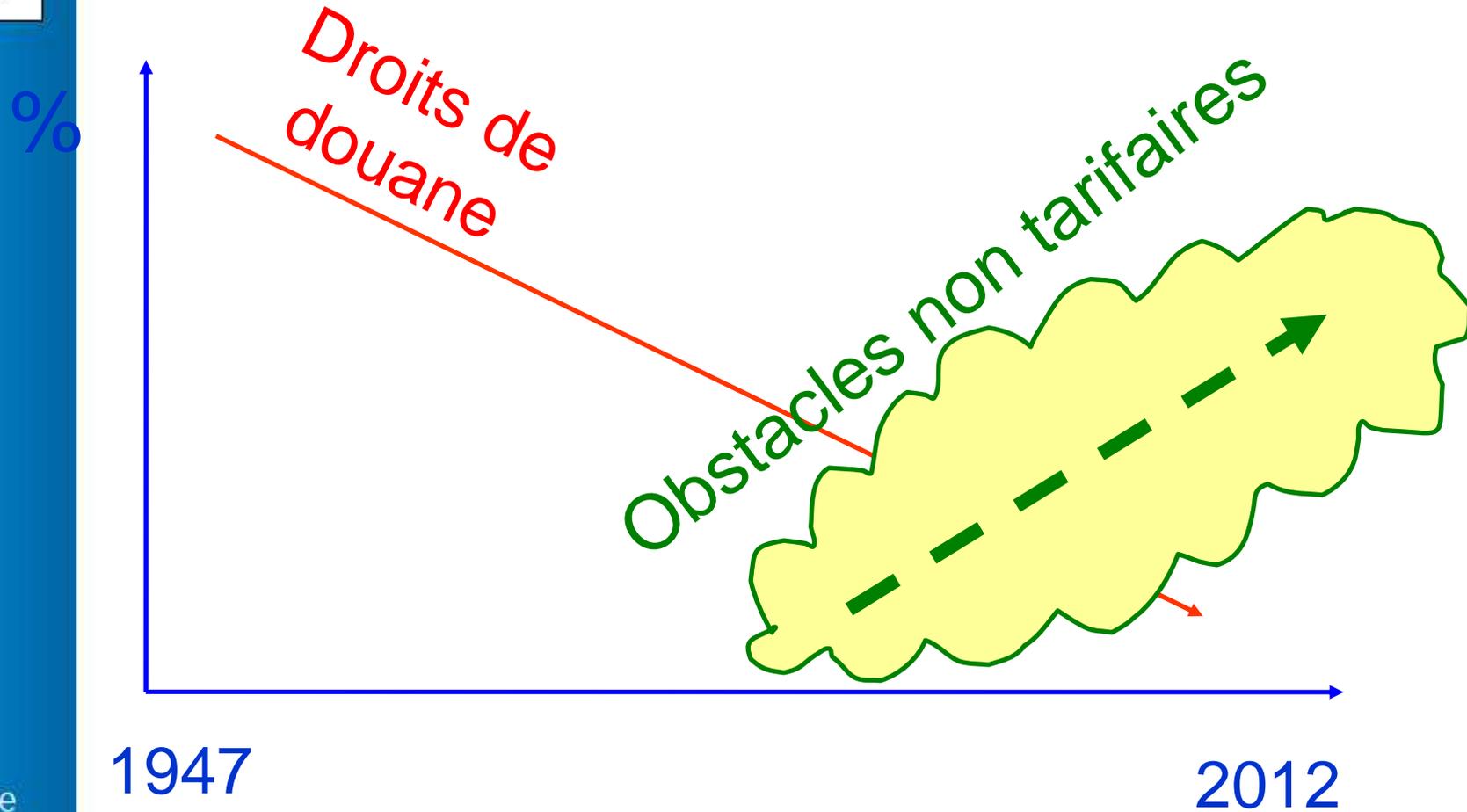
MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# Le Contexte général de l'exportation

Les 158 membres de l'OMC



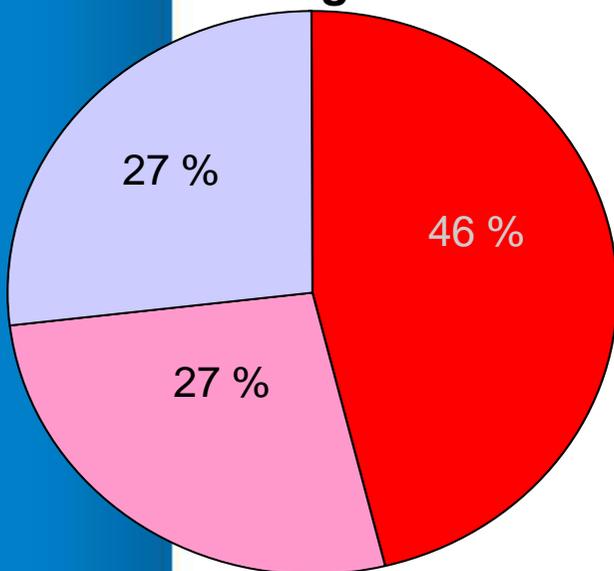
# Qu'est ce que l'OMC ?



# Le Contexte général de l'exportation

## Le poids des barrières sanitaires

**Les 3 / 4 des produits  
échangés dans le monde ...**

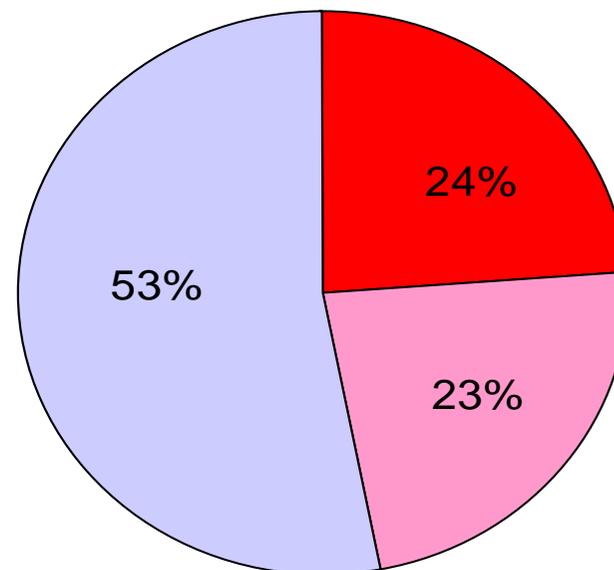


**produits très sensibles :**  
poissons, viandes,  
produits laitiers,  
animaux vivants

**produits sensibles :** fruits  
et légumes, céréales,  
certains produits  
transformés, ...

**produits peu sensibles :**  
café, vins, alcools, tabacs;  
huiles, sucre, ...

**... et près de la moitié de  
ceux exportés par la  
France ...**



CA export FR 2010 en €

**...sont sensibles ou très sensibles d'un point de vue sanitaire**

Source: DGAL – Direction Générale de l'Alimentation



## Les barrières sanitaires/Règles de l'OMC

- régies par l' Accord SPS (un des accords complémentaires de l'accord général OMC)
- encadrées par des institutions internationales normatives reconnues : OIE, CIPV, Codex alimentarius...
- permettent d'agir selon des règles reconnues internationalement et adoptées par les dispositifs de sécurité sanitaire nationaux

La théorie/La pratique.....



# Le Contexte général de l'exportation

## L'accord SPS

### Article 2.1.

"Les Membres ont le droit de prendre les **mesures sanitaires et phytosanitaires** qui sont nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux à condition que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord."

**Définition ?**



# Le Contexte général de l'exportation

*Une mesure prise pour :*

L'accord SPS : définition d'une mesure SPS

Protéger la santé des personnes et des animaux

*des*

risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux

limites maximales de contaminants dans les poissons, mollusques et crustacés



limites maximales d'aflatoxine dans les noix



le système HACCP pour limiter les risques liés aux salmonelles

# Le Contexte général de l'exportation

*Une mesure prise pour :*

L'accord SPS : définition d'une mesure SPS

Protéger la vie des personnes

des

maladies véhiculées par des animaux ou des plantes



prescription selon laquelle les animaux sensibles doivent être vaccinés contre la rage

Mesures de protection vis-à-vis de l'influenza aviaire



# Le Contexte général de l'exportation

*Une mesure prise pour :*

L'accord SPS : définition d'une mesure SPS

Préserver la santé  
des animaux ou  
des végétaux

*des*

parasites, maladies ou organismes pathogènes

mesures  
visant à  
prévenir  
l'introduction  
de la fièvre  
aphteuse



mesure visant  
à prévenir  
l'introduction  
des mouches  
des fruits

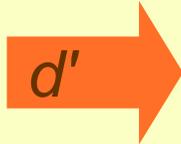


# Le Contexte général de l'exportation

L'accord SPS : définition d'une mesure SPS

*Une mesure prise pour :*

Protéger un pays



autres dommages causés par l'entrée,  
l'établissement ou la dissémination de parasites

mesure visant à  
prévenir  
l'introduction des  
moules zébrées  
disséminées par les  
eaux de ballast des  
navires



réglementation  
sur les  
semences  
pour éviter  
l'introduction  
d'adventices  
exotiques

# Le Contexte général de l'exportation

## L'accord SPS

### Article 2.1.

"Les Membres ont le droit de prendre les mesures sanitaires et phytosanitaires qui sont nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux à condition que ces mesures ne soient pas incompatibles avec **les dispositions du présent accord.**"



# Le Contexte général de l'exportation

## L'accord SPS : principes fondamentaux

1. Non-discrimination
2. Justification scientifique
  - harmonisation
  - évaluation des risques
  - cohérence
  - mesure la moins restrictive pour le commerce
3. Équivalence
4. Régionalisation
5. Transparence
6. Assistance technique / traitement spécial différencié
7. Procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation



# Le Contexte général de l'exportation

L'accord SPS : justification  
scientifique

Les mesures doivent être établies sur la base

de normes  
internationales



d'une évaluation des  
risques



## Les organisations normatives



**Innocuité des  
produits  
alimentaires**

**Santé des animaux**

**Protection des  
végétaux**

**CODEX ALIMENTARIUS**



Codex = Commission mixte FAO/OMS du *Codex Alimentarius*

OIE = Organisation mondiale de la santé animale

CIPV = Convention internationale pour la protection des végétaux (FAO)



# Le Contexte général de l'exportation

- **Sensibilité croissante aux questions sanitaires**
  - ↳ *complexification rapide des exigences sanitaires des pays tiers*
  - ↳ *rôle essentiel de la certification sanitaire pour pouvoir exporter*
- **Suppression progressive des barrières tarifaires douanières, dans le cadre des accords négociés à l'OMC**
  - ↳ *tentation pour les pays tiers d'élever des barrières sanitaires pour remplacer les barrières tarifaires*



# L'action contre les barrières sanitaires

## Un effort partagé entre :

- l'ouverture des marchés fermés
- l'entretien des conditions d'ouverture obtenues pour les marchés ouverts
  - gestion des conséquences de crise
  - changements de réglementation : notifications SPS

⇒ **Négociation des exigences spécifiques à chaque pays**



# L'action contre les barrières sanitaires

## *Nos objectifs de négociation*

- **limiter les exigences sanitaires des pays tiers**
  - *Promotion du cadre normatif défini par l'OIE, le Codex Alimentarius et la CIPV*
  - *Négociation sanitaire bilatérale ou au niveau européen*
  
- **Établir la confiance dans le dispositif sanitaire et la certification française**
  - *Qualité des services vétérinaires et phytosanitaires français*
  - *Rigueur et excellence de l'acte de certification en France*



# Négociation avec les pays tiers

## Portée de la reconnaissance par le pays tiers

- **Concernant les exigences sanitaires :**
  - Equivalence totale avec le référentiel UE
  - Exigences supplémentaires au référentiel UE
- **Concernant le système d'inspection**
  - Reconnaissance totale (si besoin, questionnaire pays et/ou mission d'audit système):
    - Tout établissement agréé CE peut exporter vers le PT
  - Pré-listing
  - Agrément export spécifique délivré par le Pays Tiers aux établissements (dossier d'agrément et/ou visite préalable)



# L'action contre les barrières sanitaires

## *Négociation avec les pays tiers*

### Résultats de la négociation

- **Protocoles sanitaires**
- **Certificats sanitaires**
- **Dans certains cas, agrément spécifique des établissements pour l'export**



## I. Principes de la négociation avec les pays tiers

Le contexte général de l'exportation vers les pays tiers

L'action contre les barrières sanitaires

## II. Mise en oeuvre

Les acteurs

Conduite de la négociation bilatérale

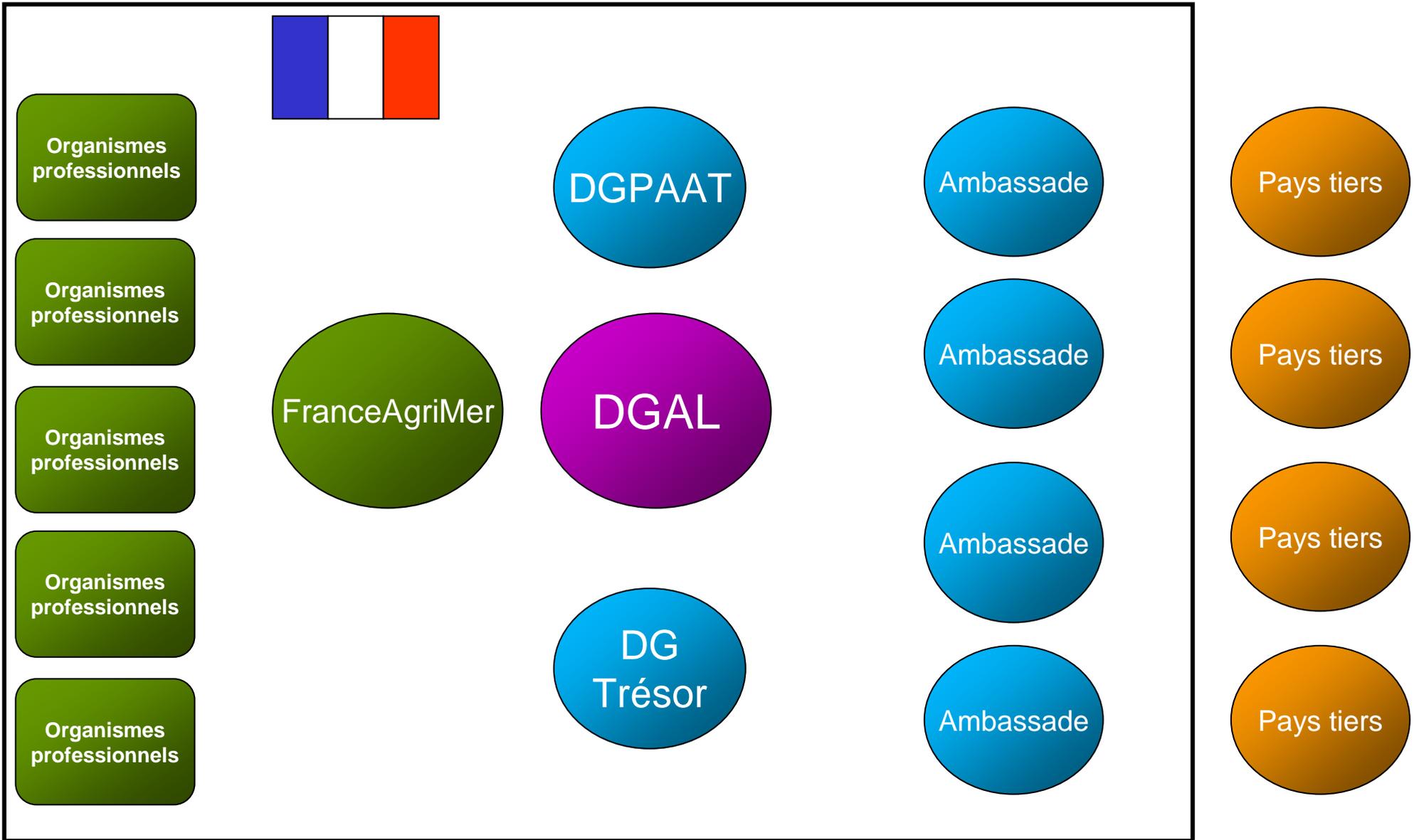
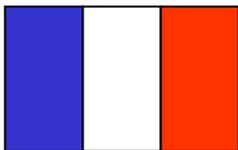
Conduite de la négociation européenne





Commission

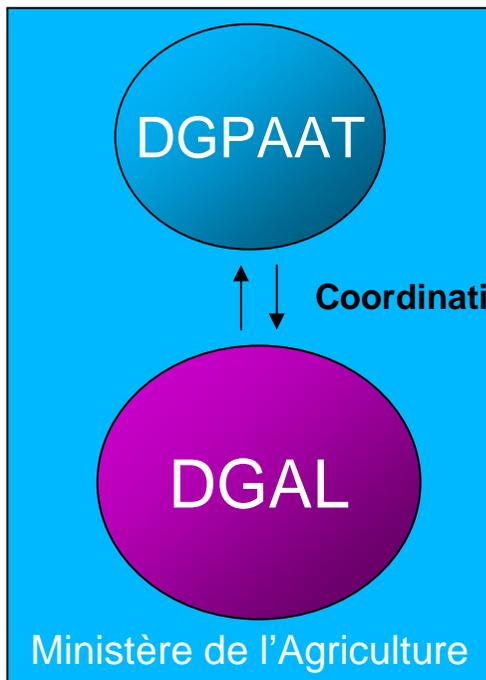
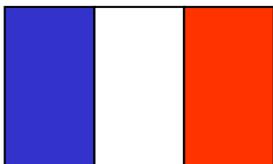
**De nombreux acteurs...**  
**Quels sont les interactions entre ces différents acteurs ?**





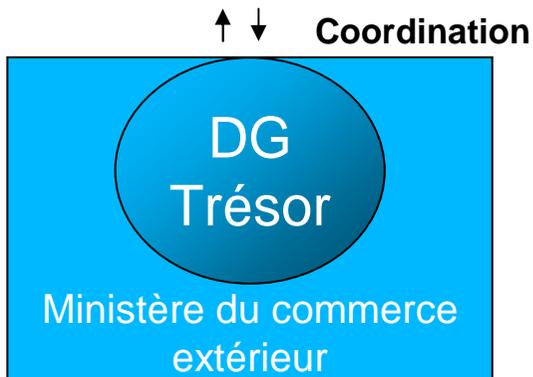
Commission

*En France,  
Qui est responsable des  
négociations SPS?*



DGPAAT / Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires

DGAL / Direction générale de l'alimentation

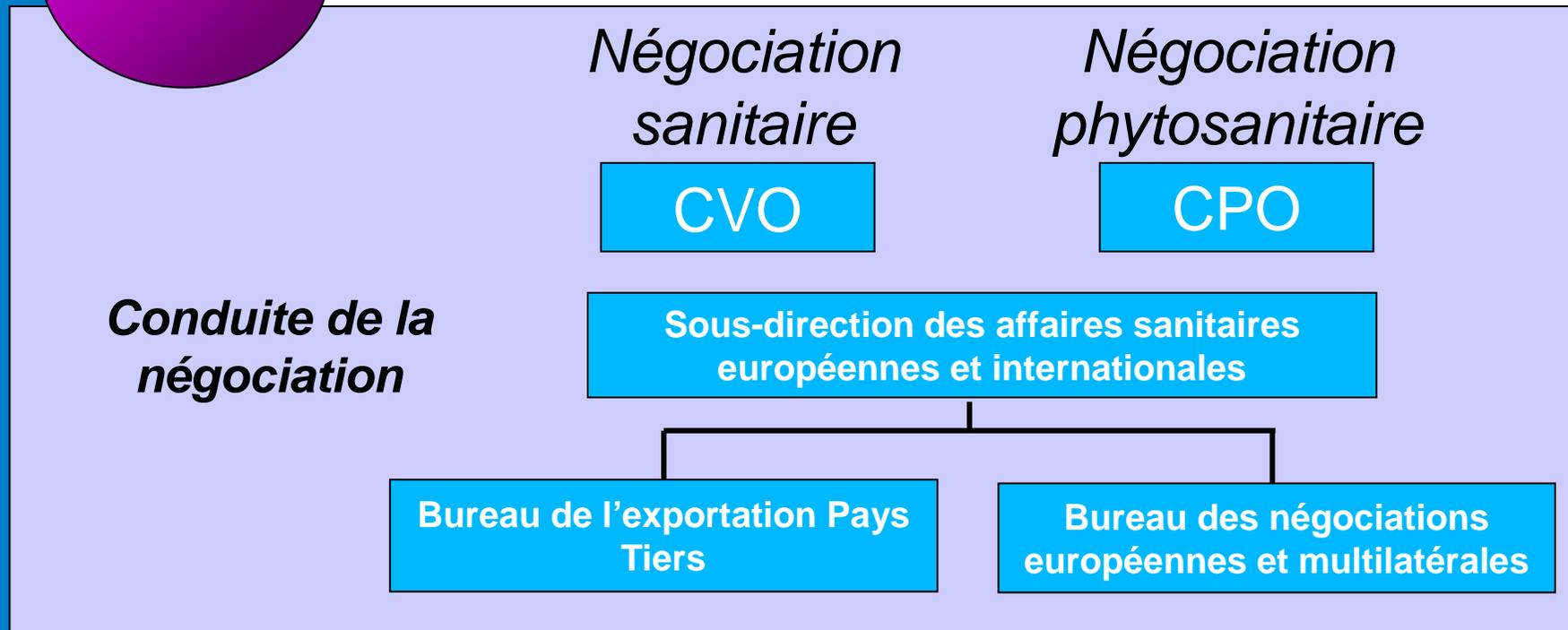


DGTrésor / Direction générale du trésor



# La DGAL

DGAL



**Support technique**

**Sous-direction de la sécurité sanitaire des aliments**

**Sous-direction de la santé et de la protection animales**

**Sous-direction de la qualité et de la protection des végétaux**

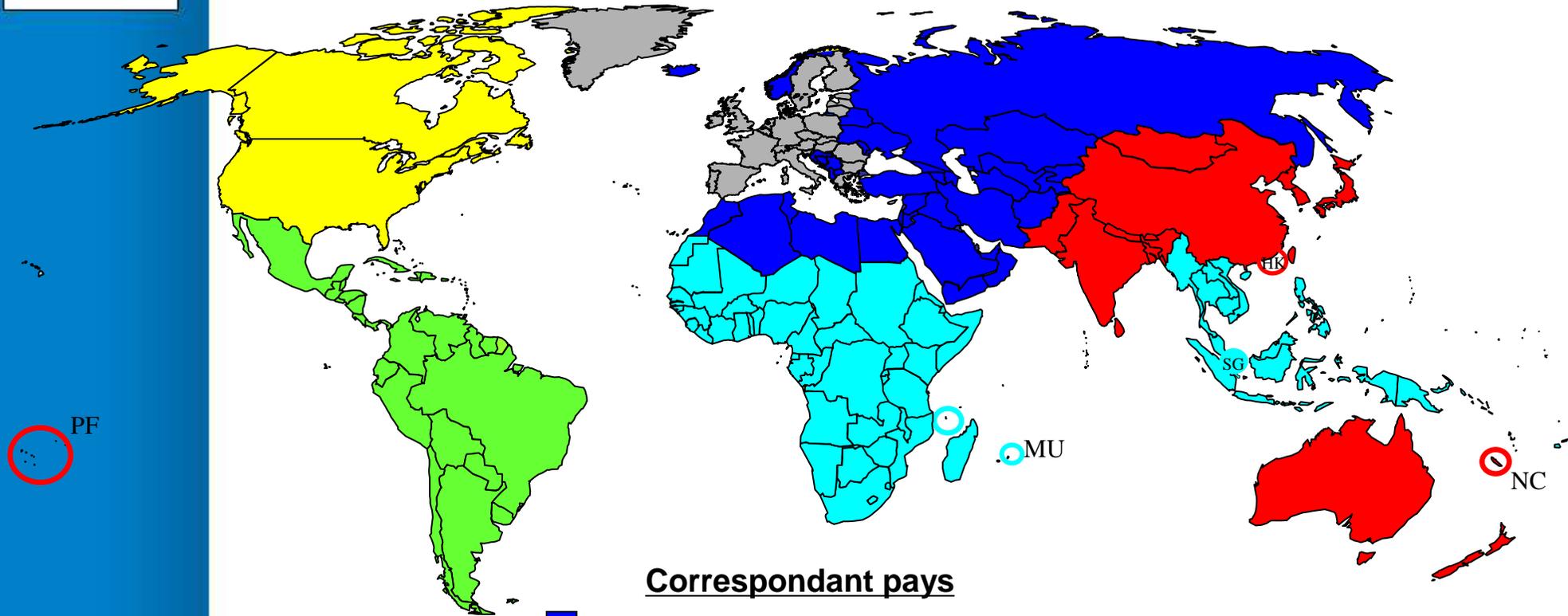




MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# VETO

## Organisation du Bureau Exportation Pays Tiers



### Correspondant pays

- |                                                                                     |                         |                                                                                       |               |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
|  | Lise CAMEROUN           |  | Lise CAMEROUN |
|  | Sandy LECOQ-ESPALLARGAS |  | Pierre PRIMOT |
|  | Marie-Christine STEINER |                                                                                       |               |

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr

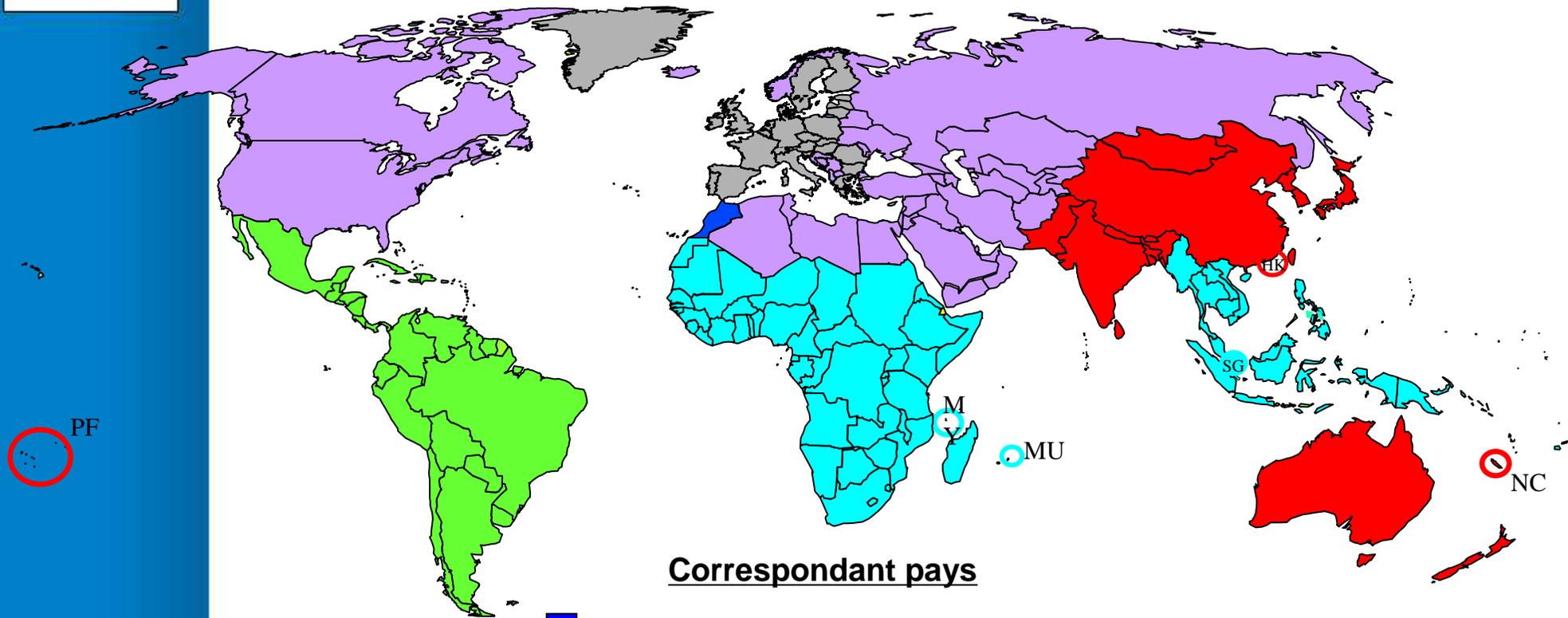




MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# PHYTO

## Organisation du Bureau Exportation Pays Tiers

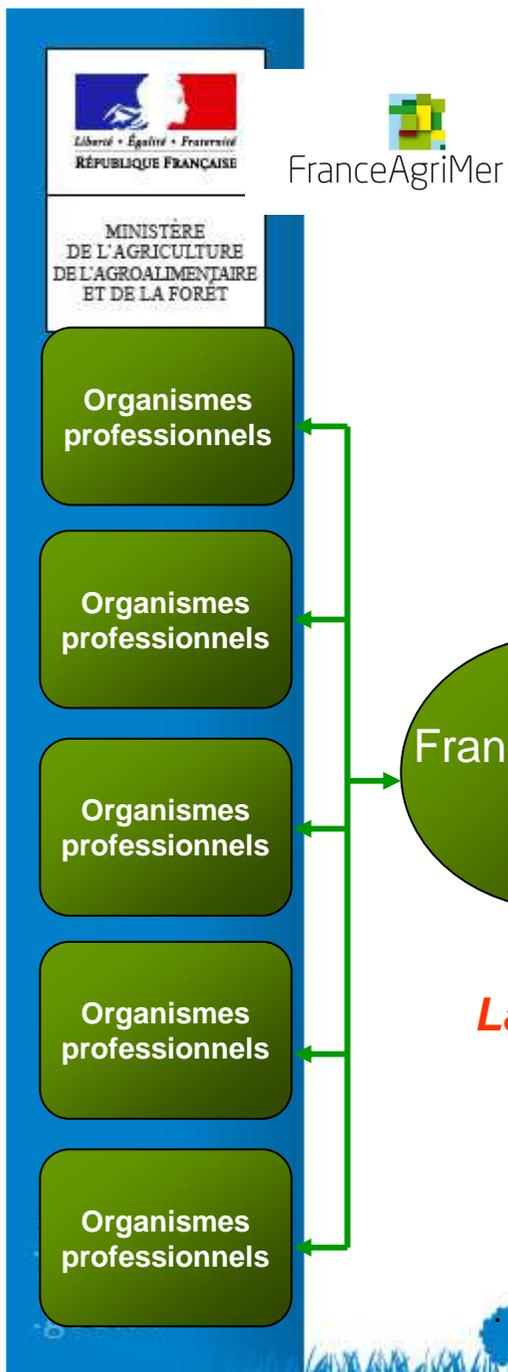


### Correspondant pays

- |                                                                                                             |                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  Lise CAMEROUN           |  Pierre PRIMOT |
|  Sandy LECOQ-ESPALLARGAS |  Clara PACHECO |
|  Marie-Christine STEINER |                                                                                                     |

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr





## Comment la DGAL travaille avec les organisations professionnelles?

**La DGAL est appuyée par FranceAgriMer et l'IFCE:**

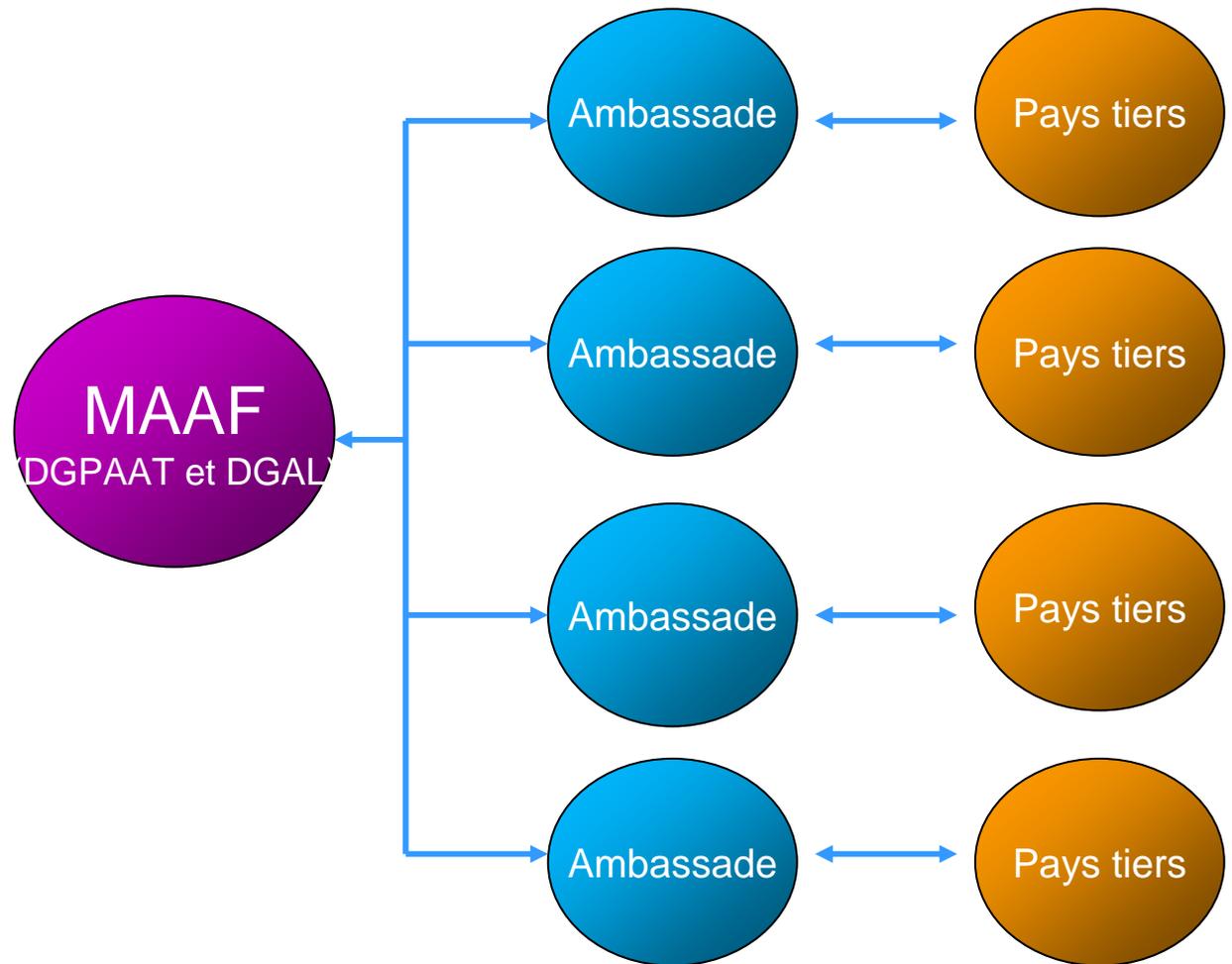
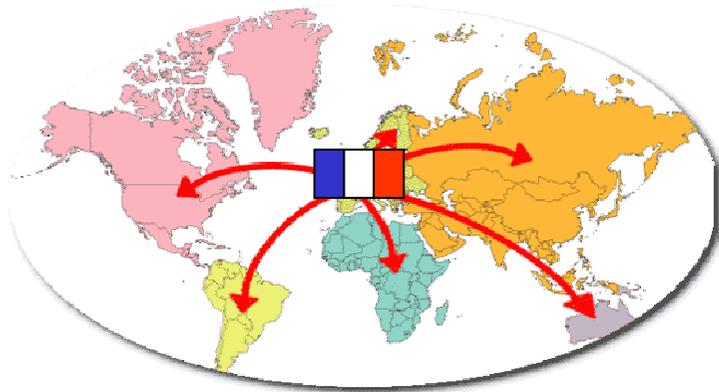
- **Role d'interface** entre la DGAL et les secteurs professionnels
- Facilite les négociations SPS conduites par la DGAL en fournissant un **appui logistique et financier**.



## Ambassades de France :

→ Réseau des conseillers pour les affaires agricoles et leur adjoint (+/- compétence régionale) = 13 personnes

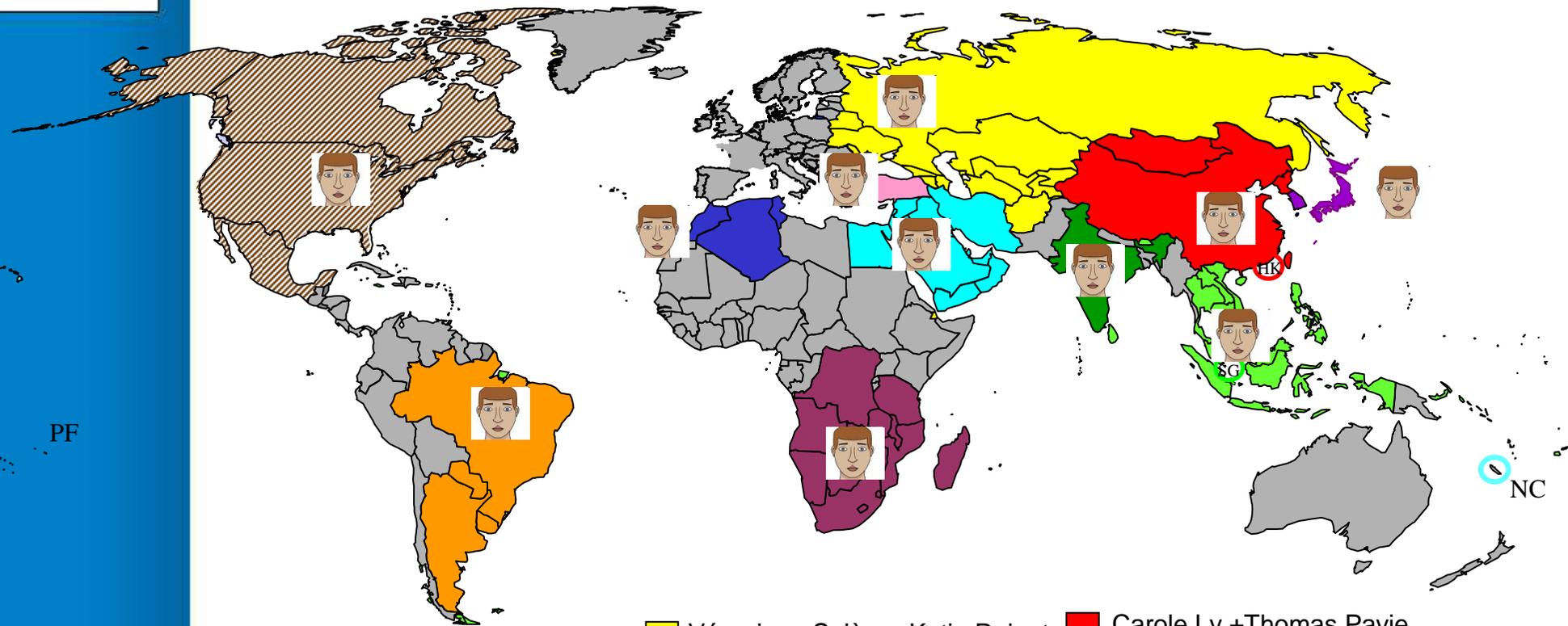
*Comment est relayé le message des autorités françaises aux autorités du pays tiers ?*





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# Réseau des conseillers pour les affaires agricoles et leur adjoints



- |                                                                                                                          |                                                                                                                    |                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  Christophe Malvezin + Catherine Rogy |  Véronique Solère +Katia Roinet |  Carole Ly +Thomas Pavie                |
|  Mylène Testut-Neves                  |  Xavier Pacholek                |  Frédéric Michel + Nicolas Berthollet   |
|  Guillaume Furry                      |  Pierre Autissier               |  Djahne Montabord + Sébastien Bouvatier |
|                                                                                                                          |  Michel Helfter                 |  Cédric Prévost                         |

agriculture  
gouv.fr



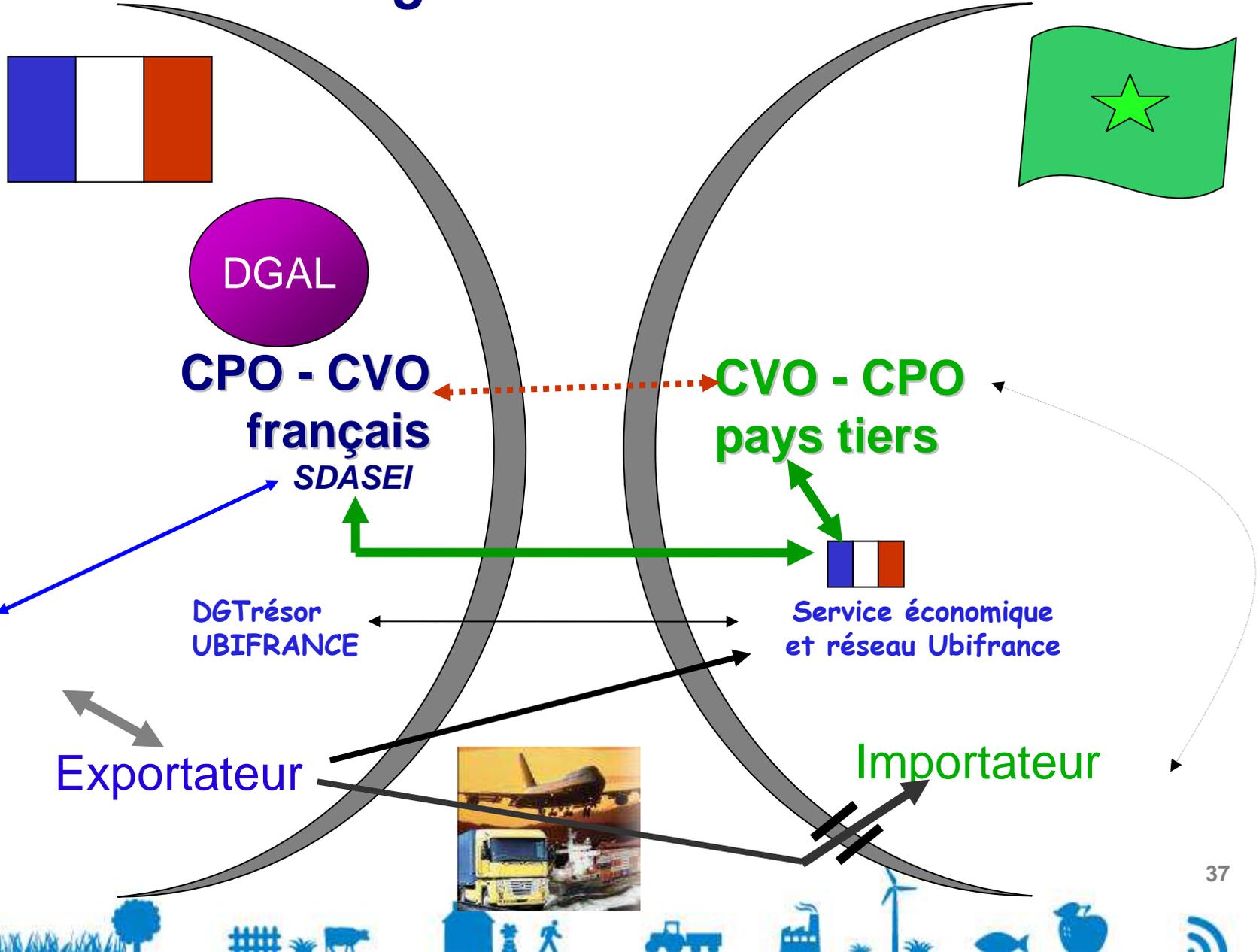


MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

DRAAF / SRAL  
DD(CS)PP

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr

# La négociation bilatérale





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# La négociation bilatérale

Négociation des exigences  
sanitaires

DGAL

SE-ME

Investissement  
Moyens humains  
Temps passé

Elaboration /  
Modification de CS

BEPT/SE-ME

Evaluation système

Questionnaire  
Pays

Mission  
d'inspection

BEPT/SE-  
ME/SD  
techniques

Agrément export des  
Etablissements

NS conditions  
d'agrément

Mission  
d'inspection  
Établissements

Définition des  
priorités au  
niveau  
national

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr



# La négociation bilatérale

## ■ Techniques d'influence :

### ➤ Organisation de rencontres avec les pays tiers

- *SE seul +/- conseiller agricole (ou adjoint) régional*
- *SE + DGAL : visite dans les pays tiers (Russie, Maghreb, Japon, Corée.....)*
- *DGAL : session générale OIE, de la CIPV et toutes opportunités (Jumelage, Coopération)*

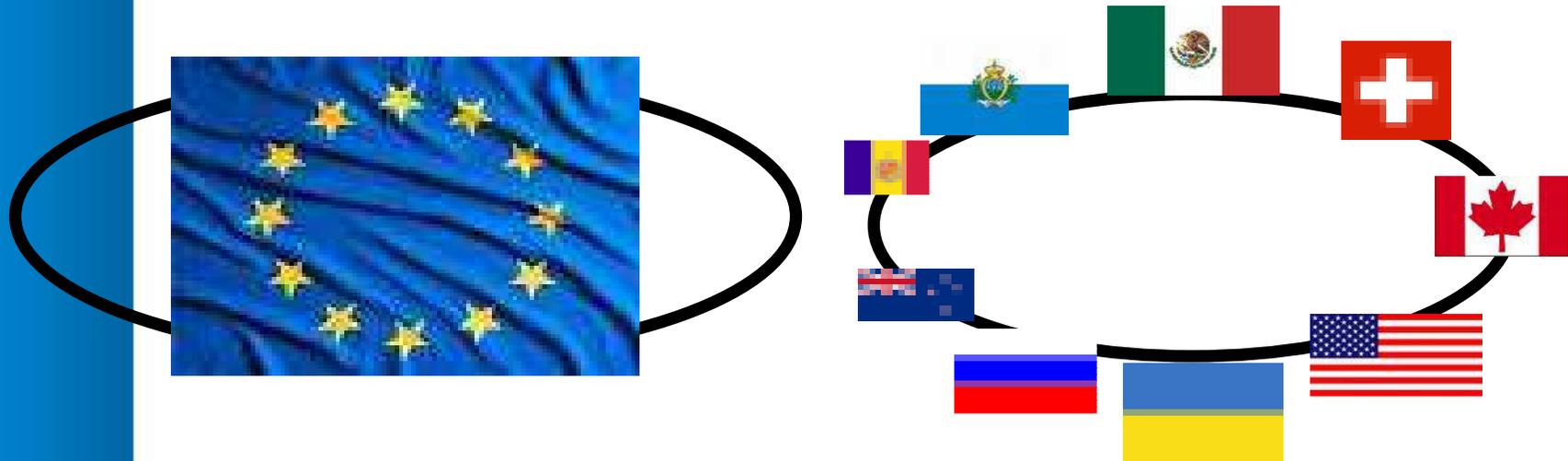
### ➤ Eventuel recours au niveau politique :

- *Préparation d'éléments de langage pour les rencontres au niveau Ministre et Ambassadeur*

### ➤ Coopération



# La négociation européenne



## Accords UE / Pays tiers



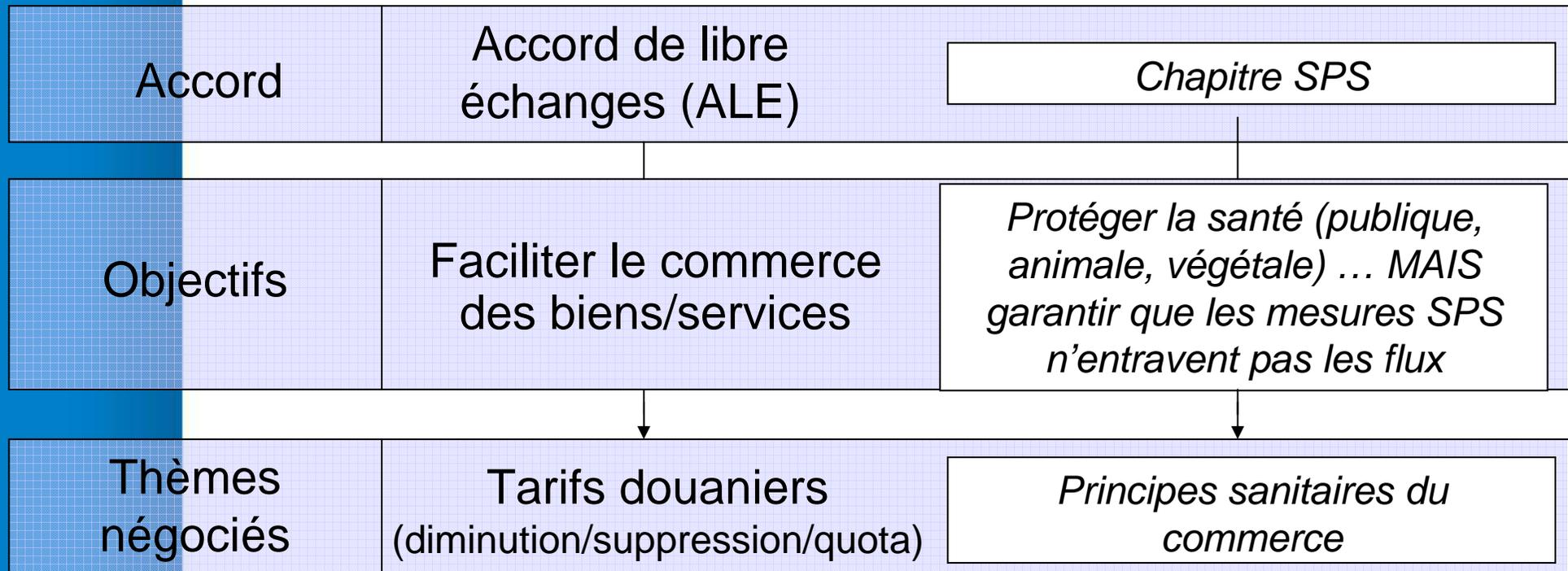
- **Mandat de négociation 1995 du Conseil à la Commission**
- **États membres fournissent un appui dans les négociations / veillent au respect de leurs intérêts collectifs :**
  - ***Groupes de Potsdam/ Roosendaal*** : préparation des positions UE (mise en place et suivi des accords)
  - ***Comités de gestion des accords (JMC)*** : négociation avec PT, coprésidence par PT et KOM + participation d'un groupe restreint d'EM





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

## Accords bilatéraux UE-pays tiers



agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr



## Quelques accords déjà signés

- UE/USA = accord vétérinaire « fonctionne mal »  
lancement des négociations pour un ALE (tarifs douaniers + SPS)
  - UE/Mexique : ALE  
→ relations compliquées
  - UE/Corée du Sud : ALE (15/10/2009)  
→ premier comité SPS en mai 2012
- Barrières FR
- Embargo ESB
  - Pré-listing
- UE/Chili : accord d'association (01/02/2003)  
→ accord très détaillé/très bonnes relations





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr

## Quelques accords en cours de négociation

- Mercosur : projet d'ALE
- Canada : projet de CETA
  - inclura l'accord vétérinaire
  - compromis trouvé sur les approches phytosanitaires opposées
- Singapour : projet d'ALE
  - finalisé,
  - enjeux : accord « modèle » pour les autres pays de l'ASEAN considéré comme un bon exemple par la Commission
- Vietnam : ouverture des négociations en 2012
  - en lien avec l'accord de partenariat et de coopération





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr

# Situation de crise :

# Maintien des marchés



## Déclaration de foyer de maladies en France:

IAFP : novembre 2009

Maladie de Newcastle : décembre 2010

Fièvre catarrhale ovine (2008)

Virus de Schmallenberg (2011)

### ⇒ **Résultat(s) non conforme(s) sur des produits :**

Alerte graines germées en Allemagne (2011)

Contamination par viande de cheval



## Les réactions des pays tiers:

Variable en fonction de l'analyse de risque faite par le PT

⇒ **Embargo total = PAYS**

⇒ **Embargo partiel =**

➤ **Zone de restriction +/- importante**

- Zone réglementaire, ou
- Zone d'un rayon > à la zone réglementaire, ou
- Territoire administratif : région(s), département(s), commune(s)

➤ **Date d'effectivité des mesures de restriction dans le cas de déclaration de foyer de maladie animale**

- De la déclaration à l'OIE (J0) au recouvrement du statut indemne (J0+n), ou
- Effet rétroactif pour prendre en compte la période d'incubation (J0-i) : de (J0-i) à (J0+n)

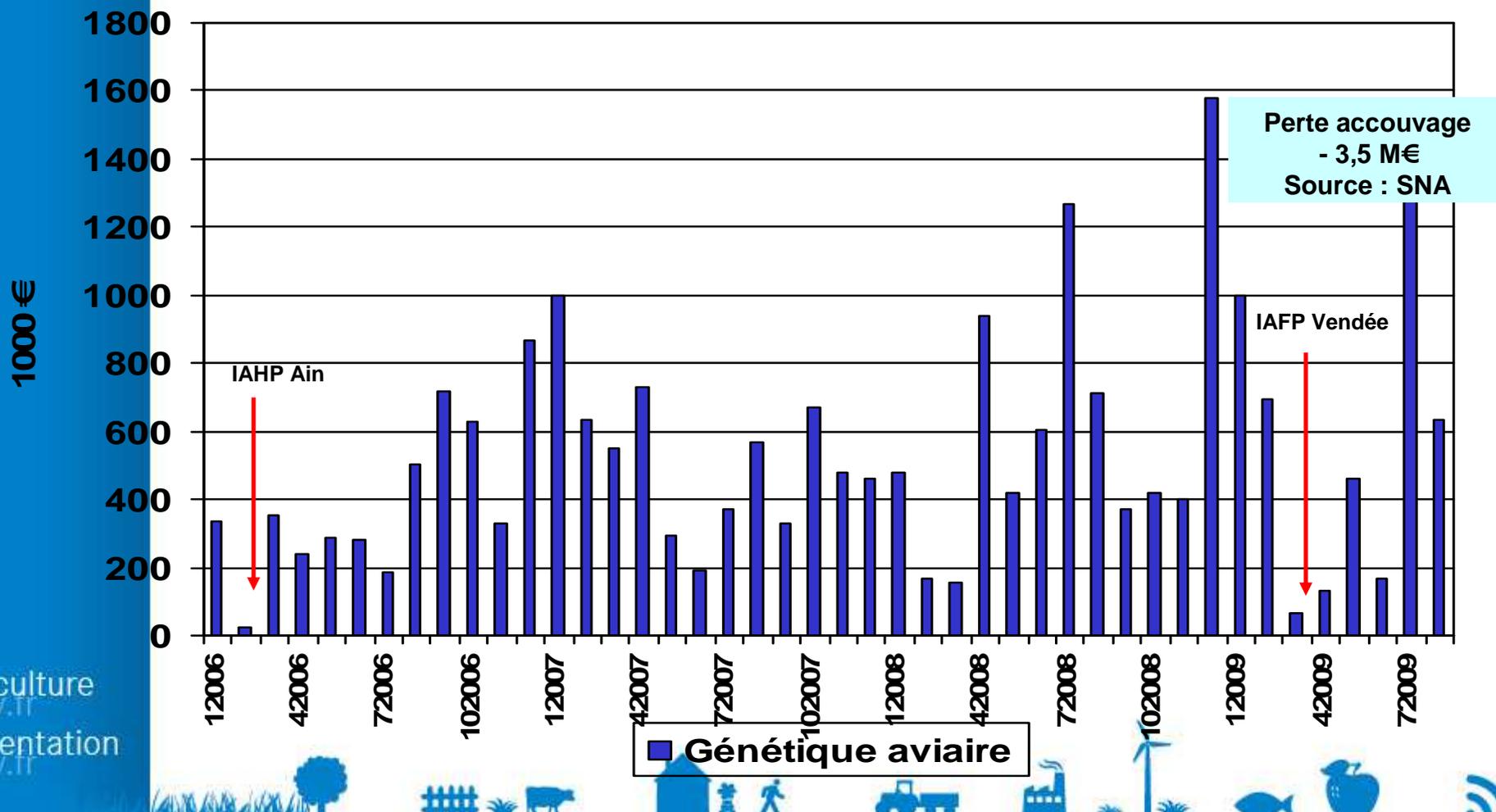




MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

## Conséquences financières

Ex : le secteur de la génétique aviaire est fortement impacté financièrement à chaque alerte



## Conséquences sur les échanges commerciaux et en matière de certification :

### Variable en fonction du type d'embargo

⇒ Certification interrompue

ou

⇒ Certification avec des clauses restrictives (attestation complémentaire)

### Exemples

- Pour les animaux : vérifier la zone d'origine des animaux ou tests supplémentaires
- Pour les produits : vérifier la provenance des animaux dont sont issus les produits +/- vérifier les dates d'élevage





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

# Négociier pour maintenir les marchés ouverts

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr



## Les principes de la négociation:

- ⇒ **Prioriser** les marchés à maintenir ouverts ou à réouvrir
- ⇒ Définir les **moyens** de négociation
- ⇒ **Élaborer un argumentaire**



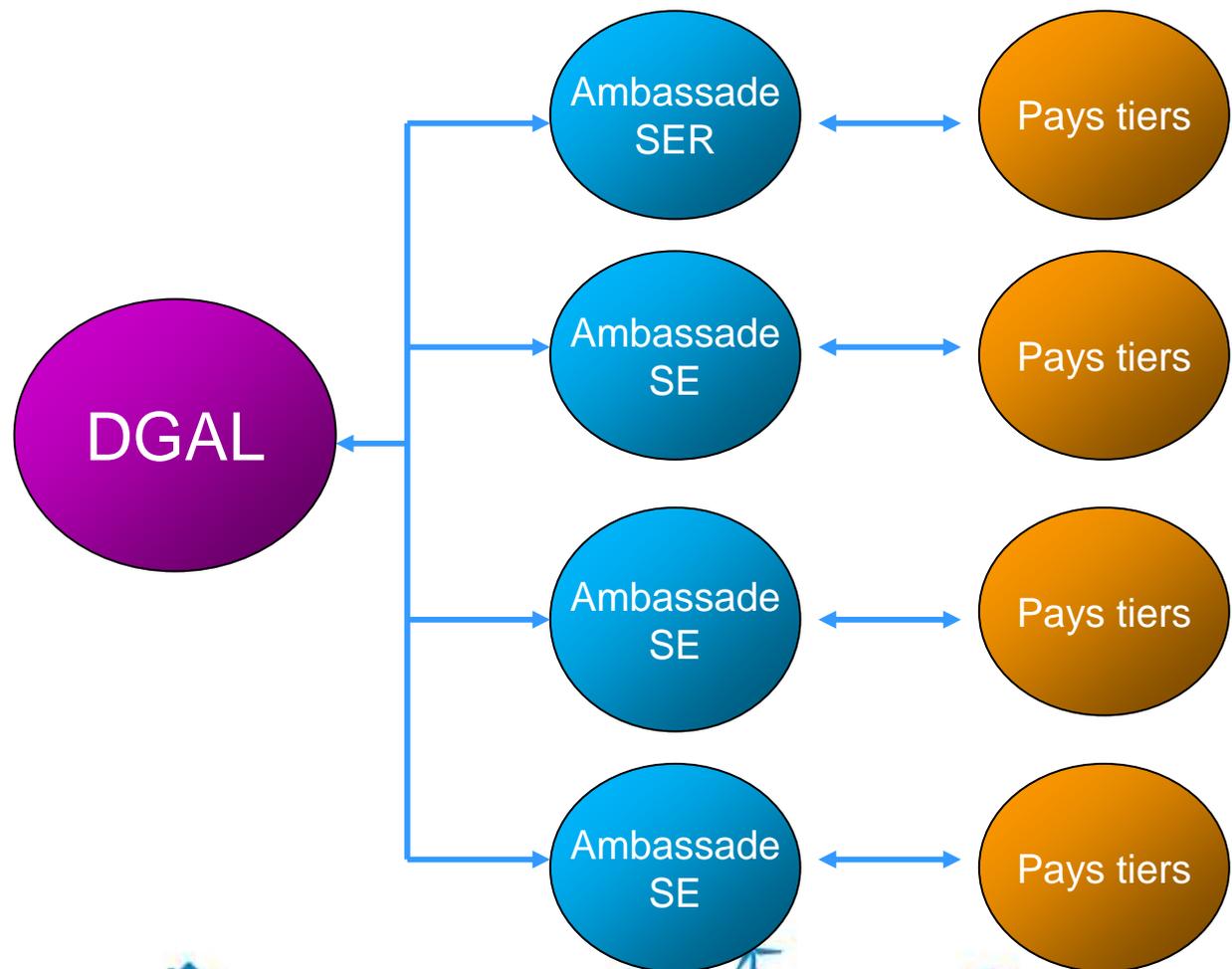


MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr

## Définir les moyens de négociation:

- ⇒ Activer le réseau des services économiques
- ⇒ Courrier CVO ou CPO FR





MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT



## Élaborer un argumentaire :

- ⇒ Communiquer le point de situation sur les mesures de gestion
- ⇒ Négocier le zonage sur la base des règles définies par l'OIE, Code sanitaire pour les animaux terrestres
- ⇒ Proposer des mesures de gestion du risque apportant une garantie équivalente selon les principes de la CIPV

agriculture  
gouv.fr  
alimentation  
gouv.fr



# Conclusion

- Ouvrir des marchés
- Grâce à un grand nombre d'acteurs,  
professionnels et institutionnels
- Maintenir les marchés ouverts,

La suite, promotion des produits  
français...

